PAIVANDI Saeed. *Religion et éducation en Iran. L'échec de l'islamisation de l'école* / GRIFFIN Rosarii. *Education in the Muslim World*

Paris: L'Harmattan, 2006. – 228 p. / Oxford: Symposium Books, 2006. – 344 p.

Françoise Lorcerie

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/884>

DOI : 10.4000/rfp.884

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 135-137

ISBN : 978-2-7342-1112-9

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Françoise Lorcerie, « PAIVANDI Saeed. *Religion et éducation en Iran. L'échec de l'islamisation de l'école* / GRIFFIN Rosarii. *Education in the Muslim World* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 161 | octobre-décembre 2007, mis en ligne le 24 novembre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/884> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.884>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© tous droits réservés

PAIVANDI Saeed. *Religion et éducation en Iran. L'échec de l'islamisation de l'école* / GRIFFIN Rosarii. *Education in the Muslim World*

Paris: L'Harmattan, 2006. – 228 p. / Oxford: Symposium Books, 2006. – 344 p.

Françoise Lorcerie

RÉFÉRENCE

PAIVANDI Saeed. *Religion et éducation en Iran. L'échec de l'islamisation de l'école*. Paris: L'Harmattan, 2006. – 228 p. / GRIFFIN Rosarii. *Education in the Muslim World*. Oxford: Symposium Books, 2006. – 344 p.

- 1 La réforme scolaire dans une bonne partie des pays musulmans repose sur une association, ménagée par le politique, entre modernité des contenus et référence à l'islam. La recherche de la modernité a pu aller jusqu'à l'occidentalisation dans le cas de la Turquie kémaliste ou dans l'Iran des Pahlavi. La référence à l'islam peut aller jusqu'à l'islamisation radicale de la vie scolaire comme en Arabie saoudite ou dans l'Iran de la Révolution islamique. Mais, d'une façon générale, la tension entre modernité et islam sert de matrice à des arrangements nationaux qui sont politisés et évoluent historiquement. Le cas de l'Iran contemporain en est un exemple.
- 2 C'est le thème central du livre de Saeed Paivandi. Aujourd'hui maître de conférences à l'université Paris 8, l'auteur était enseignant du secondaire en Iran en 1979, lors de la révolution qui a renversé le Shah et placé les islamistes au pouvoir. Il a donc connu de l'intérieur le changement dans l'école. Mais le livre n'est pas un témoignage. Son propos est plus ambitieux. Il s'agit de recadrer le changement apporté par la révolution islamiste¹ en l'inscrivant dans le temps long des conflits politiques et sociaux en Iran.

Dès le XIX^e siècle émergent deux figures de la « modernisation » de l'éducation scolaire : une modernisation calquée de l'Occident, ordonnée au savoir scientifique et limitant la place de la religion ; *versus* une modernisation cherchant à combiner le savoir scientifique et technique et les valeurs religieuses en assurant la suprématie sociale de celles-ci. La visée d'une modernisation de l'éducation se dessine à cette époque partout dans le monde musulman, suite à la prise de conscience par les élites de la région de la suprématie militaire et technologique de l'Europe et de l'insuffisance de l'éducation islamique traditionnelle². Dans l'Iran de la fin du XIX^e siècle, ce mouvement des idées se traduit d'une part par le développement d'un ensemble d'écoles à l'européenne, surtout d'initiative missionnaire et visant les minorités religieuses (elles étaient obligées de refuser les élèves musulmans) et d'autre part par l'essor d'un réseau d'établissements islamiques privés, d'inspiration expérimentale, associant l'étude des sciences et matières modernes à l'étude de la religion³. Mais c'est après la révolution constitutionnelle de 1906 et surtout avec l'arrivée des Pahlavi au pouvoir en 1925, que l'État va s'impliquer fortement dans la politique d'éducation. Le choix des Pahlavi fut de créer un service public scolaire national et d'imposer autoritairement la forme laïque de l'éducation moderne, en restreignant la place de l'islam et en valorisant l'histoire perse antéislamique⁴. Sous les Pahlavi fut voté le principe de l'école obligatoire pour les garçons et les filles (1943). À leur chute en 1979, l'Iran comptait huit millions d'élèves pour une population totale d'environ trente cinq millions d'habitants, le taux net de scolarisation des 6-10 ans était de 75 % (avec de fortes disparités régionales) et le taux de croissance annuelle sur les années 1963-1979 avait été de 8 %⁵.

- 3 Le khomeynisme relève lui aussi le défi démographique mais il inverse l'orientation politique en islamisant l'école, dans le cadre de la « révolution culturelle » qu'il déclenche. Il opère d'emblée une grande purge des enseignants et contrôlera par la suite leur zèle islamique. Quant au curriculum, tout en maintenant l'enseignement des matières modernes, la République islamique s'attache à islamiser la vie scolaire et les enseignements de persan, d'histoire et de sciences sociales en particulier. « Lapurification prime sur l'enseignement », tel est le slogan de Khomeyni en matière d'éducation scolaire. Autrement dit, la première fin de l'école est la purification (morale) des élèves, via le « grand jihad », la guerre intime que chacun doit livrer contre le mal. Programmes et manuels sont réécrits, « démonarchisés » et « démodernisés ». Notamment, toute mixité est proscrite, l'image de la femme est retraditionalisée, les filles sont tenues de porter le voile et de cacher leur corps. On peut estimer à un quart environ du temps scolaire le temps consacré à la religion d'une façon ou d'une autre, au primaire comme au collège. Un « bureau des affaires éducatives » est implanté dans chaque école et y fait régner une morale islamique tatillonne, un climat de délation. Le pays connaît alors un gonflement sans précédent des effectifs scolaires, en raison à la fois de l'accroissement démographique et de l'augmentation des taux de scolarisation dans les populations jusque là sous-scolarisées (filles, régions rurales, couches modestes). On comptait en 2001, dix huit millions d'élèves⁶, presque autant de filles que de garçons, et 60 % de filles parmi les admis à l'université⁷.
- 4 Mais la qualité de l'encadrement scolaire, qui passait pour bonne au temps du Shah (notamment à l'université), s'est dégradée. La part du budget consacrée à l'école, loin de suivre l'augmentation démographique, a baissé⁸. Selon les chiffres officiels, le coût

moyen d'un élève en 1996 était trois fois moindre, tous niveaux confondus, qu'en 1979. Par ailleurs, le climat scolaire s'est également fortement dégradé, les élèves multiplient les formes de résistance à l'imposition scolaire d'un islam doloriste et rigoriste⁹. Paivandi insiste sur l'essor des cultures juvéniles dans l'expérience scolaire de l'islam, à l'aide de données de première main¹⁰, combinées avec les résultats d'autres enquêtes universitaires ou journalistiques réalisées sur place. Et c'est ce qui l'amène à conclure à « l'échec de l'islamisation de l'école » iranienne. « L'école devient une vraie serre sociale pour apprendre, expérimenter des pratiques sociales déviantes face à un système étouffant » (Paivandi, p. 134). En tout cas, le discours de la crise est devenu suffisamment prégnant au cours des années quatre vingt dix pour que le « réformateur » Khatami, parvenu à la présidence de la République en 1997, annonce plusieurs chantiers de réformes scolaires. Un colloque sur la « pathologie de l'éducation religieuse » s'est même tenu en janvier 2002 à l'initiative du ministère de l'éducation. L'élection de M. Ahmadinejad en 2005 a réinversé le discours tout en renouvelant les critiques.

- 5 Un intérêt majeur du livre de Paivandi est de montrer l'historicité de l'éducation islamique en Iran et de donner accès à sa crise actuelle, d'exposer son instabilité : la « révolution culturelle » n'a pas opéré un retour au Moyen Âge, mais elle a développé une nouvelle variante du totalitarisme orwellien¹¹. Révolutionnaire, à la fois anti-traditionnelle (c'est-à-dire moderne) et anti-laïque dans sa formule, « l'école islamisée » fut promue par le pouvoir à partir de 1979 contre les choix d'éducation publique faits par la monarchie et sur la base de certaines expérimentations (comme l'école alternative d'Ali Shariati). Avec sa mise en œuvre à très grande échelle, cette école s'est trouvée prise dans des contraintes matérielles, des impasses pédagogiques et des contradictions sociales qui ont radicalement éloigné l'expérience scolaire des finalités proclamées d'engagement moral personnel de l'école islamique. C'est que durant ces quelque trente ans, la société iranienne a poursuivi sa modernisation. « L'accès des jeunes à un monde de la culture élargi par la télévision et désormais l'Internet prive d'efficacité le contenu ouvertement idéologique de l'éducation », les élèves font preuve d'un scepticisme général (Levers, p. 172). Si bien que le thème de la réforme scolaire s'est réimposé sur la scène politique depuis les années quatre vingt dix. À défaut d'un processus de réforme de l'école islamisée et pour pallier la demande insatisfaite des classes moyennes, on a laissé se développer, en guise de solution de délestage, un réseau d'écoles privées, dites « non-lucratives » et d'universités privées – non moins islamiques mais mieux équipées et mieux encadrées que les écoles publiques.
- 6 L'auteur détaille l'idéologie de l'école de la Révolution culturelle, telle qu'elle s'exhibe notamment dans les manuels de langue persane. Il consacre deux autres chapitres fort intéressants à l'expérience scolaire des élèves et au traitement des filles, sur la base des témoignages recueillis. Il y montre la « socialisation conflictuelle » des élèves, leurs bricolages normatifs. Il dit aussi le grand écart des manuels et de la réalité vécue des filles, y compris à l'école, ce qui explique que même les « dissidentes » investissent l'école¹². On peut regretter néanmoins qu'à l'appui de son approche sociologique, il n'ait à aucun moment brossé le tableau des évolutions sociétales en Iran : quelles sont aujourd'hui les formes de la différenciation socio-spatiale et idéologique dans ce pays aux puissants contrastes régionaux, et sur quelles lignes se fait la différenciation sociale du rapport à l'islam ?

- 7 Car au total, la thèse de l'échec de « l'islamisation de l'école » iranienne, écho de la thèse de « l'échec de l'islam politique » avancée par Olivier Roy¹³, ne doit pas être entendue au sens d'échec de l'école islamique en Iran. D'une part, il est difficile de conclure à l'échec de l'école iranienne. Elle a effectivement réalisé la quasi généralisation de la scolarité de base, l'extension globale des parcours scolaires, la multiplication des formations scientifiques et techniques, y compris pour les filles, et ce alors que la population a doublé en vingt ans, dans un pays qui fut en guerre jusqu'en 1989. D'autre part, à l'heure actuelle, le réformisme scolaire iranien n'est pas en train de récuser le principe d'une école dans laquelle l'apprentissage du savoir moderne est adossé à une morale religieuse. Il cherche des formes « soutenables » d'école islamisée, on peut le déplorer, mais comme la question demeure d'actualité, en Iran ainsi que dans l'ensemble du monde musulman, le débat qui l'entoure et les positions endogènes qui se dégagent mériteraient d'être sérieusement examinés. L'espace public iranien s'est paradoxalement plus avancé dans le débat que les sociétés maghrébines par exemple¹⁴.
- 8 Sur ce point de la place de l'islam dans les systèmes éducatifs, on pourra trouver des informations éparses – malheureusement, non systématisées – dans le collectif d'Oxford coordonné par Rosarii Griffin. Ce livre a été conçu à la suite des attentats du 11 septembre 2001, pour contrer le stéréotype d'un monde musulman unitaire dans sa dévotion et collectivement ligué contre l'Occident. Son propos est tout simplement de témoigner de la variation des problématiques scolaires dans le « monde musulman ». Mis à part un premier chapitre consacré curieusement à l'interface intellectuel entre l'Islam et l'Occident au Moyen Âge (sans doute le désir de contrecarrer le stéréotype du retard congénital du monde musulman), les treize autres chapitres portent sur des situations contemporaines. Le sommaire fait voyager. On a déjà mentionné les chapitres bien documentés sur la Turquie et l'Iran. D'autres portent sur le Golfe et l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie, l'UNRWA et les Palestiniens au Liban, le Tadjikistan, l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, les Philippines du sud, le Nigéria. Il y a aussi une comparaison cursive de l'Angleterre et de la France du point de vue de la scolarisation des élèves musulmans. Une majorité des textes sont écrits par des auteurs originaires des pays concernés qui ont reçu tout ou partie de leur formation supérieure en Angleterre¹⁵.
- 9 L'approche générale est plutôt politique et organisationnelle. Si les problèmes de l'université, de l'éducation des filles et de la formation des maîtres sont plus représentés dans le livre, on n'y trouvera pas de questionnement central. Au total, la pauvreté vient, avec la guerre, au premier plan des facteurs explicatifs des situations scolaires, bien devant les facteurs politiques et idéologiques mais composées avec ceux-ci. Les cas extrêmes de difficulté sont au Tadjikistan, ou dans la zone musulmane des Philippines. Dans les États rentiers de la Péninsule arabique, le conservatisme social et politique fait peu de place à l'*empowerment* éducatif et professionnel des femmes : plus au Koweït qu'ailleurs néanmoins. En Arabie Saoudite, les matières religieuses occupent encore plus de place dans l'emploi du temps qu'en Iran, et les parcours scolaires féminins sont beaucoup plus défavorables. Mais c'est le Nigéria du Nord qui offre, en comparaison de l'Iran, la variante la plus singulière de la tension entre modernisme et référence islamique¹⁶. Là, les tenants d'une éducation islamique moderne – groupes sociaux, leaders politiques, établissements scolaires – s'efforcent d'organiser une continuité avec l'éducation coranique traditionnelle (qui touche large, mais qui est

presque toute consacrée à l'enseignement de la religion et se fait en arabe), tout en ayant à gérer la compétition avec le reste du Nigéria, de sorte à retenir les jeunes qui n'hésitent pas à migrer « en quête d'une vie meilleure ». Le débat sur la conception d'un curriculum capable « d'équiper les jeunes pour des métiers modernes tout en respectant les traditions et la religion » est vif, nous dit-on (Brock *et al.*, p. 233). On aimerait plus de détails, mais c'est bien là le dilemme récurrent de l'éducation scolaire publique en « pays musulman ».

NOTES

1. L'opposition entre « islamique » et « islamiste » n'existe pas en langue arabe ni en persan. En français, l'adjectif « islamiste » souligne l'orientation politico-idéologique de l'affiliation religieuse, « islamique » caractérisant simplement la référence explicite à l'islam.
2. Les zones arabes du Moyen-Orient et du Maghreb (sauf le Maroc et le centre de la péninsule arabique) avaient au XIX^e siècle statut de provinces ottomanes, tandis que l'Iran n'a jamais été colonisée. Les Occidentaux se sont imposés militairement d'abord en Égypte (avec l'expédition de Bonaparte) puis au Maghreb à partir de 1830 (prise d'Alger par la France).
3. La langue française y est traitée comme langue étrangère principale.
4. Occidentalisation, marginalisation des religieux et nationalisme : le kémalisme en Turquie faisait au même moment des choix analogues. Lire le chapitre « Education in Turkey : from empire to republic », par Ozcan Demirel, dans Griffin, *Education in the Muslim World*, p. 129-148.
5. Certaines de ces données sont reprises du chapitre bien documenté de Lila Zia Levers, « Ideology and change in Iranian education », in *Education in the Muslim World*, p. 149-190.
6. Soit le double du volume français d'élèves pour une population totale de plus de soixante dix millions en 2001 (50 % environ de moins de vingt cinq ans).
7. L'entrée se fait sur concours après une année préparatoire. On compte environ dix candidats pour une place en université publique.
8. Rappelons que durant toutes les années quatre-vingt, l'Iran fut en guerre contre l'Irak.
9. La bande dessinée *Persépolis* de Marjane Satrapi évoque ces formes de résistance larvées mais systématiques.
10. Ces données ont été recueillies auprès d'élèves de familles plutôt aisées, rencontrées en Europe.
11. Au plan de la recherche, la question de la résistance des élèves à l'endoctrinement dans une organisation scolaire de type moderne incite à comparer l'Iran islamique avec les pays de l'ex-bloc de l'Est.
12. La position relative des filles par rapport aux garçons est assez bonne à l'école (bien meilleure que sur le marché du travail, où elles sont victimes des mesures sexistes). À l'université, la proportion des filles était en 2004 de 25 % dans les facultés d'ingénieurs, 70 % en médecine, 57 % en lettres et sciences humaines, 66 % en sciences.
13. O. Roy. (1999). *L'échec de l'islam politique*. Paris : Seuil.
14. Signalons que les *Cahiers pédagogiques* ont publié un dossier sur « L'école au Maghreb » dans leur livraison 468 (2007).
15. On manque terriblement de données empiriques sur les configurations scolaires de la plupart des pays concernés. Les rares études documentées sont nourries des travaux de recherche des

étudiants venus de ces pays terminer leurs études en Europe (souvent en Angleterre) ou encore elles sont écrites par des personnes qui ont eu ce type de parcours et sont devenues responsables scolaires dans leurs pays d'origine. Quelques uns sont devenus des universitaires. Voir Ken Shaw, *Education in the Muslim World*, chapitre sur l'Arabie saoudite et les États du Golfe, p. 42.

16. Colin Brock, James Dada & Tida Jatta, « Selected Perspectives on Education » in “West Africa, with Special Reference to gender and religion”, *Education in the Muslim World*, p. 211-238.

AUTEURS

FRANÇOISE LORCERIE

DR CNRS, Institut de recherches et d'études sur le monde Arabe et Musulman, Aix-en-Provence